

CCTP

LOT 02 ●

MENUISERIES INTÉRIEURES + PLATRERIE

DCE

REORGANISATION DE L'ANNEXE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LILLE

MINISTERE DE LA JUSTICE _ DIRSG GRAND NORD _ DEPARTEMENT IMMOBILIER DE LILLE

STUDIO RIJSEL
SOCOTEC SMART SOLUTIONS
NORDTHERMIE

CONTACTS

MAITRISE D'OUVRAGE

MINISTERE DE LA JUSTICE

DIRSG GRAND NORD

59000 LILLE

ARCHITECTES

STUDIO RIJSEL

5 RUE CORNEILLE

59000 LILLE

THOMAS LECOURT

THOMAS@STUDIORIJSEL.COM

T. +33 (0)6 16 61 62 41

LÉA TIBERGHIE

LEA@STUDIORIJSEL.COM

T. +33 (0)6 05 32 80 07

LOT 00

CLAUSES COMMUNES

1. GÉNÉRALITÉS

1.1 INTERVENANTS + DONNÉES GÉNÉRALES

1.1.1 INTERVENANTS

Maître d'ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE - DIRSG GN - 32/50 BVD CARNOT 59000 LILLE

Architectes : STUDIO RIJSEL - 5 RUE CORNEILLE 59000 LILLE

Be Thermique : NORDTHERMIE - 13 RUE BERTHELOT 59000 LILLE

Be SSI : SOCOTEC SMART SOLUTIONS - 85 ESPACE NEPTUNE / RUE DE LA CALYPSO 62110 HENIN-BEAUMONT

Bureau de contrôle : DEKRA - PARC TELMAT BAT B / 78 RUE GUSTAVE DELORY 59810 LESQUIN

Le présent lot a pour objet de présenter les prescriptions communes à tous les lots pour l'opération de REORGANISATION DE L'ANNEXE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LILLE

1.1.2 LOCALISATION

L'adresse du projet est le
33 Avenue du Peuple Belge
59000 LILLE

Localisation du projet objet de la présente demande :

Tribunal d'instance de Lille,
33 Avenue du Peuple Belge,
59000 Lille



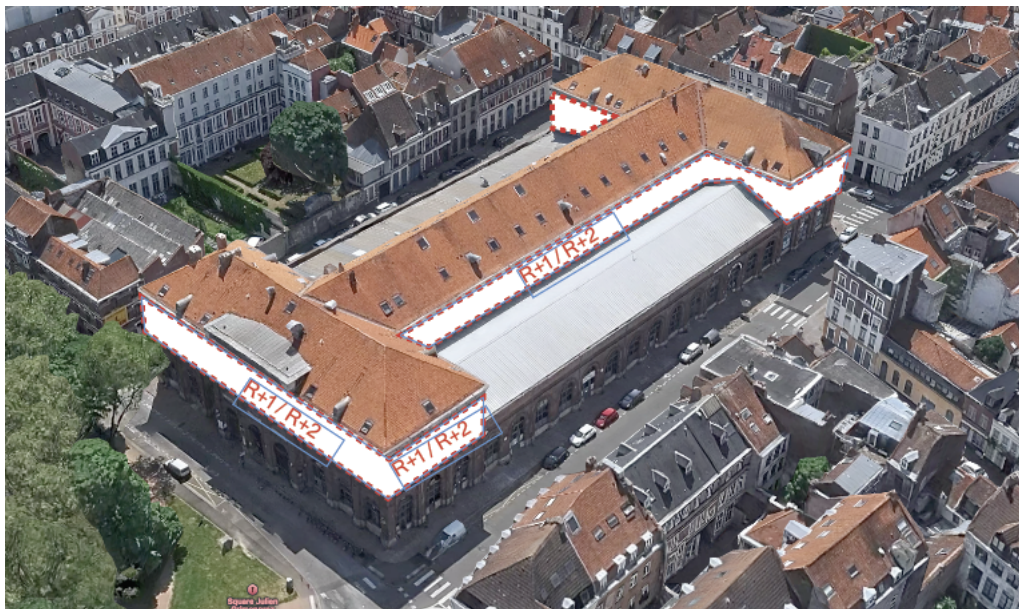
Parcelle objet de la présente demande :

HM 0132
Surface cadastrée : 4509 m²



1.1.3 PHOTOGRAPHIES EXISTANT

Les travaux concernent les locaux de l'annexe du tribunal judiciaire situés au R+1 et R+2 de la Halle aux sucres représentés sur la photographie ci-dessous.



1.2 OBJET DU MARCHÉ

Le marché consiste au réaménagement de l'annexe du Tribunal judiciaire de Lille au sein de la Halle aux sucres qui est un ERP de 2^{ème} catégorie classé en type W,L,X. L'annexe se déploie sur les R+1 et R+2 comme indiqué sur l'image ci-dessus.

Les travaux sur le R+1 et le R+2 se mèneront concomitamment.

Le marché étant GLOBAL et FORFAITAIRE, l'entrepreneur s'engage à livrer un ouvrage en parfait état de fonctionnement et de finition. Son prix comprend toutes les fournitures, façons et accessoires nécessaires pour se conformer à cet état et à la conformité avec les règles de l'art et règlements.

La présente description n'a donc pas un caractère limitatif. Par sa réponse, l'entrepreneur reconnaît avoir visité les lieux ou jugé les pièces écrites ou graphiques suffisantes pour établir son offre. Il reconnaît également avoir intégré les détails qui pourraient être absents du descriptif par omission.

L'intégralité des prestations du corps d'état figurants dans le dossier de consultation (pièces graphiques ou écrites ou autres) sont dues au titre du marché même si elles ne font pas l'objet d'une description spécifique.

L'entreprise est réputée avoir pris tous les renseignements nécessaires auprès des lots concernés non compris dans le présent marché.

L'entrepreneur a notamment inclus dans son offre et son délai d'exécution :

- Toutes les sujétions liées à la coordination entre lots ;
- Toutes les sujétions aux protections et contraintes liées au phasage en site occupé ;
- Les réservations pour les autres lots ;
- Les demandes de réservations auprès des lots concernés pour la réalisation de ses ouvrages et les rebouchages ;
- Les protections nécessaires aux autres lots ;
- Les demandes d'autorisation auprès des administrations pour son intervention ou la réception de ses ouvrages

L'entrepreneur est responsable des dégâts qu'il pourrait causer à ses ouvrages ou ceux des autres. La remise en état serait donc à sa charge et à ses frais sans délai, de même que toutes les protections utiles pour en limiter l'incidence.

1.3 CONTRAINTES LIEES AU SITE

Le titulaire est réputé avoir visité les lieux préalablement à l'établissement de son offre. En tout état de cause, il appartient au titulaire d'intégrer à son offre toutes sujétions nécessaires pour le parfait achèvement de l'ouvrage même si les prestations en question ne sont pas décrites sur les CCTP ou dessinées sur les plans.

En particulier, lui sont parfaitement connus :

- Le site et ses sujétions propres,
- Les contraintes relatives aux propriétés voisines,
- Les modalités d'accès par la voirie, les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement,
- Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public,
- La réalisation et l'entretien des accès au chantier,
- La protection des abords et accès lors des travaux
- Les exigences de la ville en matière de travaux de démolition et de construction,
- La charte chantier propre de la ville ainsi que les exigences en matière de réduction des nuisances (sonore, poussière, gestion des déchets etc.),
- Les attendus AT et DP,
- Le RICT du bureau de contrôle,
- Le PGC du coordinateur SPS,

1.4 ALLOTISSEMENT

Pour des raisons pratiques, le CCTP a été décomposé en lots distincts regroupant chacun les diverses spécialités nécessaires à la réalisation de l'ensemble des travaux. Toutefois, l'ouvrage à réaliser est global et le découpage réalisé en lots ne peut justifier des prestations manquantes entre les diverses descriptions de chacun des lots et altérer le caractère global et forfaitaire des travaux. L'ensemble des prestations à réaliser est défini à la fois par le présent CCTP, les notices techniques et par la série des plans architecte et technique.

Ces éléments se complètent et l'absence de description d'éléments dessinés ou décrits nécessaires pour l'achèvement de l'ouvrage ne les exclut pas du forfait. Dans le cas de contradictions entre les pièces (descriptifs, plans, notices) la prescription la plus contraignante sera prise en compte par les entreprises.

Les prestations sont divisées en lots conformément à la liste suivante :

- LOT 01 _ DEMOLITION**
- LOT 02 _ MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE**
- LOT 03 _ PEINTURE / SOL SOUPLE**
- LOT 04 _ MOBILIER**
- LOT 05 _ CVC / PLOMBERIE**
- LOT 06 _ ELECTRICITE**
- LOT 07 _ ASCENSEUR**

1.5 LIMITE DES PRESTATIONS

LOT MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE

Fourniture des cylindres sur organigramme
Fourniture des trappes de visite et approvisionnement
Fourniture des huisseries et approvisionnement
Fourniture et pose des plinthes en bois
Détalonnage des portes
Ossature primaire de faux plafonds depuis empannage
Adaptation, reprise et finitions de cloisons et de faux-plafonds
Trappes d'accès aux matériels sur les faux-plafonds
Coffres d'habillage sur chutes, tuyauteries et conduits. Habillage des plans vasques (encoffrerent des réseaux)
Trappes d'accès gaines techniques chutes, tuyauteries et conduits

LOT ELECTRICITE

Liaisons équipotentielles et mise à la terre des réseaux, équipements, appareillages

Attentes électriques à proximité des tableaux électriques et des extracteurs VMC

Attentes électriques de liaisons en courant faible

Incorporation finale des câbles, canalisations et appareillages en cloison

Calfeutrements des percements dans tous types de matériaux suite aux passages des tubes, matériels, câbles, conduits etc...

Les relations et démarches auprès des administrations

Les alimentations en attente à proximité des différentes installations de force motrice, des ventilo-convecteurs du lot chauffage, des bouches de VMC autoréglables du lot ventilation

L'alimentation et le raccordement de l'ensemble de l'éclairage extérieur depuis le tableau concerné

Les frais dus au lot gros œuvre pour la réalisation des différents percements

LOT CVC PLOMBERIE

Fourniture des entrées d'air de VMC

Les réseaux et raccordements en intérieur

Incorporation finale des câbles, canalisations et appareillages en cloison

Calfeutrements des percements dans tous types de matériaux suite aux passages des tubes, matériels, câbles, conduits etc...

La fourniture avant toute exécution du bilan de puissance détaillé, du programme de câbles avec notamment quantitatif, sections et spécificité éventuelles

Les raccordements des appareils aux câbles ou aux interrupteurs de proximité laissés en attente par le lot électricité

Les équipements spécifiques tels que : les armoires électriques, les délestages, les circuits de distribution et les liaisons équipotentielles

2. PRESCRIPTIONS COMMUNES

2.1 INSTALLATION DE CHANTIER

L'installation de chantier est due par le titulaire du **LOT 01 _ MENUISERIE INTERIEURE PLATRERIE**, celle-ci est décrite ci-après

L'entreprise a à sa charge la mise en place et la dépose en fin de chantier de toutes les installations de chantier TCE, nécessaires conformément aux prescriptions énoncées au titre du PGC du SPS et du CCAP, comprenant notamment les dispositions permettant d'assurer l'hygiène et la sécurité du personnel de l'Entreprise, la sécurité des circulations sur les voies publiques au voisinage du chantier et des cheminements à l'intérieur du site pour toute la durée du chantier.

Les installations se décomposent donc en deux parties :

- Une partie extérieure au bâtiment en RDC sur l'espace public comprenant un espace de livraison , un espace de stockage , une benne et tout espace nécessaire au bon fonctionnement du chantier. Cet ensemble est sécurisé par un système de clôture et l'entreprise doit toute signalisation pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité. L'entreprise a à sa charge le paiement des frais de voirie ainsi que les démarches à effectuer auprès de la ville de Lille.
- Une partie à l'intérieur du bâtiment en R+2 dans les locaux 2.46 pour les vestiaires et 2.47 pour le réfectoire et les réunions de chantier. L'entreprise doit aussi les protections nécessaires dans la cage d'escalier et la circulation en rdc afin d'acheminer les débris sans et matériels sans abîmer l'existant.

2.1.1 SIGNALISATION

L'Entrepreneur du présent corps d'état fera afficher sur les clôtures de façon apparente et à tout autre endroit du chantier qui serait nécessaire :

- Les avis interdisant de pénétrer sur le chantier et rappelant le danger de stationner aux abords,
- Le rappel du port du casque obligatoire,
- Les consignes de sécurité,
- Mise en œuvre d'un guide de sécurité sanitaire en fonction de la situation en période de travaux,
- Les fléchages chantier de circulation et la signalétique de tri pour chaque benne, En outre,
- Les consignes de sécurité seront précisées dans les PPSPS,
- Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif,
- L'entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.

2.1.2 CLOTURE ET PORTAIL DE CHANTIER

Dans les jours suivant la réception de l'OS, l'entreprise devra la fourniture et la mise en place d'une clôture opaque sur 2 m de hauteur autour du bâtiment à construire, avec portails fermants à clés. Vous devez vous référer au guide de la ville de Lille pour les panneaux de chantier.

2.1.3 BASE VIE ET BUREAU DE CHANTIER

La base de vie sera installée dans les salles existantes 2.46 et 2.46 comme expliqué ci-dessus. Soit vestiaires dans la salle 2.46 et Réfectoire/réunion dans la salle 2.47. Le point d'eau et les wc seront accessibles depuis les parties communes du R+2.

Les dégradations constatées dans ces locaux sont réparées par le présent lot, à charge des dépenses d'intérêt commun. Les affiches de prévention éditées par le gouvernement sont affichées à l'extérieur sur les portes des locaux, mais aussi à l'intérieur.

- Les espaces bases vie devront être réorganisés afin de permettre l'application des règles de distanciation et d'hygiène, soit par l'ajout d'éléments, de surfaces et/ou par l'organisation de rotation d'utilisation en réduisant la capacité nominale d'accueil.
- Les installations seront nettoyées et entretenues quotidiennement. Les consommables seront réapprovisionnés. La prestation sera effectuée journalièrement par une entreprise spécialisée.
- L'entreprise doit la fourniture de mobilier que ce soit pour permettre au personnels de se changer (banc casiers etc..) mais aussi de déjeuner (tables et chaises)

Les numéros d'appel d'urgence seront affichés, y compris les informations utiles au bon déroulement du chantier.

2.1.4 PANNEAU DE CHANTIER

Le présent corps d'état doit les panneaux d'affichage réglementaire comportant toutes les indications utiles concernant :

- Le Maître de l'Ouvrage,
- Le Conducteur d'opération,
- Le Maître d'Œuvre,
- Le permis de construire,
- Les entreprises,
- Les B.E.T, Bureau de contrôle, le coordinateur...
- Le numéro et la date de délivrance du permis de construire,
- L'image du projet.

Il sera conforme à la maquette MOE architecte.

2.1.5 BRANCHEMENTS PROVISOIRES FLUIDES

A priori pas de branchements nécessaires sur le chantier. Les arrivées d'eau et électricité se font sur les installations existantes et sont à la charge des lots CVC-Plomberie et Electricité

Le lot électricité aura à sa charge l'ensemble des besoins en termes d'alimentation électrique et d'éclairage de chantier à partir du point de livraison gros-œuvre. L'installation électrique du chantier devra être vérifiée par un organisme de sécurité. Le lot plomberie doit les besoins en terme d'alimentation en eau pour l'ensemble des besoins chantier à partir du point de livraison gros-œuvre.

Gestion des frais :

Les frais de consommation fluides de l'ensemble du chantier seront à la charge du compte prorata suite au relevé des compteurs. La maintenance ou la réparation des points d'eau et évacuation, fait partie des dépenses communes.

2.1.7 AMENAGEMENT DE L'AIRE DE CHANTIER

L'Entrepreneur du présent corps d'état aura à sa charge unique l'aménagement de l'aire de chantier.

Cet aménagement comprend :

- L'installation de la base vie et des bureaux de chantier,
- Les aires de stockages pour matériaux, et plateformes de travail réalisées en tout venant surmonté d'une couche de protection pour ne pas endommager l'espace public ou les sols existants.

2.1.8 PIC

L'Entrepreneur du présent corps d'état étant chargé de l'organisation matérielle et collective, remettra pour approbation aux Maîtres d'Ouvrage, Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité Santé, un plan d'installation de chantier. Il procédera au recollement des données des lots électricité et plomberie pour la partie fluides et éclairage.

Sur ce plan figureront :

- L'emplacement des bureaux de chantier,
- L'emplacement des ateliers de fabrication, de stockage du matériel et des matériaux de chaque entreprise,
- L'emplacement des grues,
- Les clôtures de chantier et les issues,
- L'emplacement des bennes pour le triage des déchets et les gravats,
- Les schémas de branchements provisoires d'eau, d'électricité, de téléphone et d'assainissement,
- La base vie : les installations obligatoires destinées au personnel (vestiaires, sanitaires, réfectoires...),
- Les emplacements des armoires électriques de comptage, ...
- L'emplacement des points lumineux pour l'éclairage du chantier,
- L'implantation des voies de circulation, des appareils de manutentions ...

Les installations d'éclairage seront maintenues en bon état. Les dégradations sont imputées aux dépenses d'intérêt commun. Le remplacement des lampes usagées est à prévoir au titre des dépenses communes.

2.1.9 BENNES DE CHANTIER

Gestion commune entre entreprises :

L'entreprise du présent lot aura à sa charge l'approvisionnement du chantier en bennes pendant toute la durée des travaux. Ces bennes seront mises au profit de toutes les entreprises intervenantes.

Dans sa remise d'offre l'entrepreneur doit inclure uniquement la partie allouée à son lot. Le restant de la prestation fera partie des dépenses communes (compte prorata).

Chaque entrepreneur procède au tri de ses déchets et se charge de leur évacuation jusqu'aux lieux de stockage de chantier prévus à cet effet (bennes). Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments en aucun cas. Ils seront évacués par chaque entreprise des étages via bacs à gravois.

Ces bacs seront installés au profit de toutes les entreprises dès l'arrivée des corps d'états secondaires, dans le cadre de la mise en commun des moyens.

Les déchets issus de matières dangereuses seront évacués et traités. A cet effet, l'entreprise assurera une traçabilité des déchets jusqu'à la déchetterie.

Les produits chimiques seront stockés dans les conditions définies par les fabricants. Un étiquetage adapté sera réalisé sur les lieux de stockage. L'entreprise prendra soin des conditions de stockages selon la compatibilité des produits entre eux.

Les contenants de produit chimiques usagés seront évacués au fur et à mesure du chantier.

2.1.10 OCCUPATION PROVISOIRE DE LA VOIRIE

L'entreprise prévoira toutes les démarches administratives ainsi que la prise en charge des frais liées à l'occupation provisoire de voirie jusqu'à réception « sans réserve de travaux ».

En outre, ce poste comprend la remise en état des abords et/ou parties dégradés par suite de l'occupation de la voirie concernée. Ces travaux devront respecter les règles de l'Art.

Les matériaux utilisés présenteront à minima une qualité idem à celle des ouvrages dégradés.

2.1.11 PROTECTION DES EXISTANTS

L'entreprise a à sa charge la protection sols et murs sur l'ensemble du cheminement reliant la base vie à l'aire de chantier en extérieur de manière à ne pas endommager ni propager les poussières dans les locaux maintenu en activité.

2.1.12 GESTION DES NUISANCES

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions utiles pour limiter au maximum les nuisances qu'il pourrait produire : bruits, poussières, encombrements, etc.

2.1.13 MESURE D'IDENTIFICATION

Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges. La présentation de la carte d'identification peut être demandée à tout moment par la maîtrise d'œuvre, d'ouvrage ou le CSPS.

Les visites de chantier par des tiers sont interdites, sauf accord préalable du Maître d'œuvre. Dans tous les cas, l'organisme qui souhaite faire réaliser des visites, accompagne obligatoirement les visiteurs.

A proximité de la voie circulée, le personnel portera obligatoirement un gilet de signalisation de classe 2 ou une tenue d'entreprise adaptée.

2.1.14 LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'entreprise approvisionne et maintient sur le chantier, les moyens de lutte contre le feu. Au minimum des extincteurs adaptés au risque créé. Les extincteurs sont maintenus sur le poste de travail.

2.2 ORGANISATION DE CHANTIER

L'entreprise du responsable de l'installation de chantier aura à sa charge :

- Gestion du compte prorata
- Le nettoyage de la base vie
- La surveillance et la remise en état des éléments de protection du chantier (barrières, clôture héras, etc...)
- L'entrepreneur devra prendre contact avec le service de la Ville pour l'organisation et la mise en place de l'installation de chantier,
- La conception et la réalisation du panneau de chantier
- Le constat d'huissier avant travaux
- La prise de possession du site pour travaux
- Le repli des éléments d'installation de chantier en fin de travaux et remises en état nécessaires.

Les entreprises en charge des lots **09_ÉLECTRICITÉ** et **10_CVC PLOMBERIE** auront à leurs charges :

- Les démarches administratives auprès des concessionnaires pour les raccordements de la base vie,
- L'éclairage générale du chantier
- Les installations électriques, la distribution de l'eau et la maintenance pour assurer le bon fonctionnement du chantier,

2.3 PLANS D'EXÉCUTION

L'entreprise de chaque lot devra réaliser pour chaque lot :

- L'ensemble des plans d'exécution et de synthèse tout corps d'état des ouvrages ainsi que les détails d'exécution,
- Les plans techniques, remis par la maîtrise d'œuvre dans le cadre du dossier marché, sont des plans de principe.

Ces derniers sont donnés à titre indicatif et ne se substituent pas aux documents à fournir par l'entreprise.

Un planning de fourniture des documents d'exécution sera remis en même temps que le planning détaillé.

Avant exécution, l'entreprise devra recueillir l'accord du bureau de contrôle et du maître d'œuvre sur tous les documents. Ces derniers disposent d'un délai de 10 jours pour apposer leur visa et l'entreprise dispose d'un délai de 10 jours pour remettre à jour ses documents pour procéder à un nouvel envoi si nécessaire. Les entreprises prendront en compte les plans des architectes remis au dossier. Ces plans prévalent sur les plans techniques en ce qui concerne les dispositions et cotations générales.

Les entreprises doivent l'ensemble des calculs des données techniques.

2.4 SOUS-TRAITANTS

Ils seront proposés à l'acceptation du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre dans le délai de 1 mois qui suit la délivrance de l'ordre de service de préparation des travaux. Leur intervention sur le chantier est conditionnée à l'acceptation écrite du maître d'ouvrage.

2.5 SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER – SPS

Les protections collectives seront à la charge du lot concerné par les ouvrages réalisés (ex : protection en toiture au lot bardage couverture). L'entreprise garde sa totale responsabilité conformément aux réglementations en vigueur et devra de plus se conformer aux directives SPS et demandes diverses du P.G.C. établi par le coordonnateur de sécurité et joint au marché de travaux.

2.7 PROPRETÉ DU CHANTIER

Le lot titulaire de l'installation de chantier aura à sa charge la propreté générale du chantier, la mise en place des bennes nécessaires et leur enlèvement systématique, le balayage et l'évacuation systématique des gravats pour le compte de ceux à qui ils appartiennent.

Chaque entreprise reste responsable du nettoyage relatif aux ouvrages en cours d'exécution.

Le Maître d'œuvre dispose du droit d'appliquer **des pénalités de propreté chantier** de 200 €/jour si l'entreprise ciblée n'évacue et ne nettoie pas les zones pointées par le maître d'œuvre dans un délai de 2 jours.

2.8 CONCESSIONNAIRES

2.8.1 DÉMARCHES

Les démarches auprès des concessionnaires devront être anticipées, ces dernières doivent être engagées par les entreprises dès la signature de l'ordre de service de préparation, pour ce faire l'entreprise transmettra pendant la période de préparation aux concessionnaires la fiche d'information de l'opération mise à jour. Les entreprises sont tenues d'intégrer dans leur planning travaux les délais d'intervention des concessionnaires qui seront au préalable adapté à l'opération. L'entrepreneur doit le pilotage et la préparation des dossiers administratifs et techniques des travaux de branchements des concessionnaires (voirie, ENEDIS, CHAUFFAGE URBAIN, égouts, FT, COMPAGNIE DES EAUX, fibre optique et tout autre), avant tout commencement des travaux les entreprises devront obtenir les autorisations auprès des services concernés. Les entreprises seront tenues pour responsables des retards occasionnés par la non prise en compte du déroulement de ces étapes.

2.8.2 DICT

En application du décret « DT-DICT », daté du 15 février 2012, les entreprises des lots concernés (électricité - plomberie cvc et VRD) devront consulter le téléservice réseaux et canalisations afin de localiser les réseaux existants sur le site et d'identifier les exploitants des réseaux concernés par le projet.

Les entreprises en charge des lots électricité - plomberie cvc et VRD sont chargées d'envoyer les DICT à chaque exploitant de réseau concerné par les travaux, le formulaire sera accompagné d'un plan d'emprises des travaux compris installation de chantier.

Les entreprises concernées devront renouveler les DICT si :

- Les travaux ne débutent pas dans les trois mois suivant la consultation du télé-service ;
- Les travaux sont interrompus pendant plus de 3 mois ;
- Des travaux sont prévus durant plus de 6 mois à proximité d'ouvrages sensibles pour la sécurité sans avoir planifié de réunions périodiques avec leurs exploitants dès le démarrage du chantier.

Les entreprises concernées sont garantes de la sécurité sur le chantier, elles devront :

- Disposer sur le terrain des réponses aux DT et DICT,
- Prendre en compte le marquage-piquetage réalisé par le responsable de projet ou, à défaut, par l'exploitant du réseau concerné,
- Comparer les informations fournis par les exploitants avec celles observables sur le terrain ; cette vérification vise à repérer au mieux les ouvrages existants, qu'ils soient enterrés ou aériens,
- Informer le maître d'ouvrage des éventuelles incohérences, inexactitudes, dans ce cas, le responsable de projet doit demander une confirmation à l'exploitant ou commander des investigations complémentaires,
- Disposer d'un personnel formé et qualifié pour intervenir à proximité des réseaux,
- Délivrer des autorisations d'intervention à proximité des réseaux aux conducteurs de travaux et d'engins et s'assurer de leurs compétences
- Informer son personnel sur la localisation des réseaux et sur les mesures de sécurité à appliquer lors du chantier,
- Maintenir en bon état le marquage-piquetage réalisé par le maître d'ouvrage ou par l'exploitant,
- Garantir l'accessibilité aux organes de sécurité des réseaux qui ont été signalés,
- Adapter ses techniques de travaux en fonction des réseaux identifiés, un guide technique comprenant des recommandations et des dispositions obligatoires sur ces techniques est disponible sur le télé-service,
- Refuser de démarrer un chantier si les conditions de sécurité ne sont pas réunies, notamment s'il n'a pas obtenu de réponses aux DICT relatives aux ouvrages sensibles pour la sécurité.

2.9 CONSTAT D'HUISSIER

2.9.1 ETAT DES LIEUX AVANT TRAVAUX

Lors de la prise de possession des lieux et ce à la charge de l'entreprise en charge de l'installation de chantier (photographies et rédaction d'un rapport), il sera procédé en présence du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre et d'un représentant de l'entreprise, à un constat d'huissier sur les bâtiments existants et abords notamment pour les ouvrages conservés cités ci-dessous (permettant d'établir, à postériori, les responsabilités en cas d'accidents, d'incidents, d'effondrement ou de remise en état d'ouvrages :

- Chaussées et trottoirs,
- Ensemble du bâtiment existant (extérieur et intérieur)
- Accès à la salle
- Système de chauffage

Pour tous travaux pouvant entraîner une gêne ou une détérioration quelconque aux voisins, l'entrepreneur fera son affaire de toute remise en état qui serait nécessaire d'effectuer.

L'entrepreneur en charge de l'installation de chantier sera tenu responsable des désordres causés aux ouvrages avoisinants par l'exécution des travaux de son marché. Avant le début des travaux, il prendra toutes mesures conservatoires dans le cadre de son forfait et exécutera ses travaux en conséquence. Un référé préventif sera donc réalisé sur l'ensemble des bâtiments avoisinants à la charge de l'entreprise.

Le constat d'huissier final et contradictoire est à la charge de l'entreprise titulaire du présent lot.

3. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

3.1 CONFORMITÉ AUX LOIS, NORMES ET RÈGLEMENTS

Les travaux réalisés par les entreprises devront être **conformes aux prescriptions du bureau de contrôle**.

Tous les matériaux utilisés seront conformes aux normes existantes, tous les éléments non traditionnels devront avoir un avis technique en cours de validité et être mis en place conformément aux prescriptions techniques de l'avis technique.

Tous les règlements, normes, lois, arrêtés en vigueur à la date de la consultation devront être appliqués sans que cela amène de modification au prix global et forfaitaire.

Tous les ouvrages seront calculés suivant les prescriptions des documents officiels. Les calculs et les plans d'exécution seront établis par les entreprises sous leur responsabilité et à leurs frais. Ils seront soumis à l'acceptation des maîtres d'œuvre et du bureau de contrôle préalablement à l'exécution. Les modifications réglementaires demandées par ces derniers devront être faites pour réaliser des ouvrages répondant aux prescriptions imposées.

Les plans techniques remis sont indicatifs et ne doivent pas se substituer aux plans d'exécution qui seront réalisés par l'entreprise.

L'ensemble des ouvrages à réaliser au titre du présent marché devra satisfaire aux exigences et prescriptions des différents textes législatifs et réglementaires en vigueur à la date de signature du marché et notamment à celles contenues dans :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, (arrêté du 8 Septembre 2009), modifié par Arrêté du 3 mars 2014
- Le Code de l'Urbanisme,
- Le Code de la Construction et de l'Habitation,
- Les Prescriptions Techniques Générales éditées par le C.S.T.B. constituées par les documents du R.E.E.F. avec leurs différentes mises à jour, et comprenant notamment :
- Les Normes Françaises (NF)
- Les Normes Européennes (EN)
- Les D.T.U. (règles de calculs, cahiers des clauses techniques, cahiers des clauses spéciales, compris additifs, errata et mémentos)
- Les avis techniques, cahiers techniques et publications du C.S.T.B.
- Le Règlement sanitaire départemental
- Le Code du Travail.
- La convention régionale pour le financement de l'opération

Tous les ouvrages seront édifiés conformément aux règles de la construction en vigueur et se rapportant notamment à la sécurité, à l'isolation acoustique, à l'isolation thermique, aux matériaux de construction, aux installations électriques, à l'aération, au chauffage, à la lutte contre l'incendie et à la tenue au feu des bâtiments.

3.2 ÉCHANTILLONS ET PROTOTYPES

Les entreprises **devront obligatoirement déposer dans le local prévu à cet effet, sur le chantier ou remettre au maître d'œuvre, les échantillons, modèles ou spécimens de tous les matériaux, appareils ou éléments devant être utilisés pour l'exécution de leur marché**, dans un délai de 20 jours à partir de la remise de la liste ou de la demande par le maître d'œuvre.

Il fournira, sur les pièces ainsi déposées, tous les renseignements qui lui seront demandés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, dans un délai maximum de 5 jours.

Les échantillons feront l'objet d'un inventaire détaillé comprenant les références, numéros de série ou de type, couleur, description sommaire, délais de livraison.

La liste des matériaux ou matériels sera adressée au maître d'œuvre, qui donnera ou refusera son accord en fonction du devis descriptif.

Les échantillons fournis concerneront les matériaux de parement, de revêtements de sols, d'équipement, les matériels ou quincaillerie des menuiseries, des serrureries, de la plomberie, du chauffage, les matériaux ou produits manufacturés, les fournitures spéciales, etc. Cette liste n'est pas limitative.

Au cas où il s'avérerait que des parties de la fourniture ne répondent pas aux normes ou aux exigences des pièces du marché, le lot concerné devra apporter gratuitement toutes les modifications nécessaires et rendre son installation conforme aux critères imposés.

L'entrepreneur devra présenter au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage tous les échantillons concernant son marché qui lui seront demandés. Après agrément les échantillons seront montés en panoplie (avec étiquetage) et exposés dans un local spécialement affecté à cette destination, pendant toute la durée du chantier.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée, sinon aux risques et périls de l'entrepreneur, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant ne lui aura pas été notifiée par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur devra également présenter au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage tous les prototypes prévus à son marché.

Aucune mise en fabrication de série ne pourra être lancée, sinon aux risques et périls de l'entrepreneur tant que l'acceptation du prototype correspondant ne lui aura pas été notifiée par le maître d'œuvre et par le maître d'ouvrage.

Les échantillons et prototypes pourront être éprouvés et éventuellement détériorés par le maître d'œuvre sans que l'entrepreneur puisse élever aucune réclamation de ce fait, ni prétendre à remboursement. Un compte rendu de chantier spécial mentionnera la liste de tous les échantillons acceptés par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. Toutefois, certains d'entre eux pourront être modifiés lors de la visite de l'appartement témoin.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre pourra exiger le remplacement de tout matériel ou matériaux n'ayant pas reçu son agrément. L'entrepreneur devra tenir à la disposition du maître d'ouvrage la liste à jour des échantillons agréés.

3.3 PROTECTION DES OUVRAGES

L'entrepreneur devra assurer par tout moyen à sa convenance la protection de ses matériaux, équipements et ouvrages et restera responsable de leur parfaite conservation jusqu'à la réception.

Il devra également assurer la protection des ouvrages existants si ceux-ci risquent d'être endommagés par ses travaux. Les matériaux de protection qu'il utilisera seront retirés et évacués par ses soins selon les besoins ou selon demande du maître d'œuvre et au plus tard en fin de chantier.

3.4 REMPLACEMENT DES OUVRAGES

L'entrepreneur aura à sa charge jusqu'à la réception le remplacement de tout ou partie d'ouvrage détérioré ou subtilisé.

3.5 RÉVISION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES

En fin de chantier l'entrepreneur devra procéder à la révision complète de ses ouvrages et procéder à tous les travaux nécessaires pour que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté.

Jusqu'à la réception et chaque fois que cela s'imposera l'entrepreneur donnera à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement.

Pendant la période de garantie contractuelle l'entrepreneur devra assurer l'entretien de ses ouvrages et devra, chaque fois qu'il y sera requis, donner les jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage de son lot qui serait jugée défectueuse. Seront également à sa charge tous les frais de raccords, de réfection, de remise en peinture et de nettoyage suite à la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage et la réparation du préjudice éventuellement subi par le maître d'ouvrage, y compris pendant la période de garantie contractuelle.

3.6 ESSAIS ET VÉRIFICATIONS COMPLÉMENTAIRES

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées,
- S'ils sont effectués par un tiers,

Si les essais démontrent une insuffisance de qualité des matériaux ou d'exécution, les frais d'essais ainsi que la reconstitution de l'ouvrage seront à la charge du lot concerné sans plus-value.

3.7 RÉCEPTION

3.7.1 PRECHAUFFAGE

Les frais de préchauffage nécessaires à la bonne exécution des travaux et permettant la livraison dans le délai contractuel sont à la charge du lot concerné.

Dans le cas de travaux à exécuter ou des ouvrages à conserver à une température ne devant pas descendre en deçà d'un certain minimum, l'entrepreneur du lot concerné devra prendre toutes dispositions pour assurer le chauffage partiel des locaux par ses propres moyens.

Il en supportera la charge complète de l'exploitation, l'entretien et la fourniture d'énergie, etc.

Il devra toutefois en informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et obtenir l'accord de ceux-ci sur les moyens employés.

En cas d'utilisation des moyens en place (corps de chauffe définitifs, radiateurs) la garantie des appareils devra cependant partir du jour de la réception.

Il est bien entendu que si l'installation de l'immeuble est en bon état de fonctionner, le préchauffage pourra être assuré par cette installation. Le constat d'huissier au démarrage du chantier prévoit par ailleurs la vérification du bon fonctionnement et de l'état de l'installation de chauffage. Dans ce cas, son fonctionnement sera du ressort exclusif de l'entrepreneur et tous les frais en résultant : surveillance, main-d'œuvre et assurances seront portés à la charge du compte prorata.

Après la mise hors d'air des locaux, il ne sera admis aucun retard, interruption ou report des travaux ou de leur exécution pour cause de température insuffisante.

3.7.2 GARANTIES

Les garanties concernant tous les matériels installés seront transmises au maître d'ouvrage (chaufferie collective, robinetterie, radiateurs, etc.). Les certificats de conformité de toutes les installations techniques devront être remis pour les OPR (Opérations Préalables à la Réception). PV de mise en service constructeur pour chaque équipement devra être remis pour les OPR.

3.7.3 OUVRAGES TEMOINS

Les échantillons des produits du témoin seront présentés à la validation par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage au maximum deux mois avant la fin du gros œuvre.

L'appartement témoin et son palier seront présentés et terminés le plus tôt possible, dès que l'achèvement du gros œuvre le permettra et en tout état de cause 8 mois avant la date prévisionnelle de livraison. Les validations définitives des échantillons auront lieu à la présentation du témoin et pas avant.

3.7.4 OPR ET LIVRAISON

Des chaussons seront mis à disposition pour les OPR, les pré-réceptions et la réception.

Les raccordements aux réseaux des concessionnaires et mise en services devront être faits pour la réception.

Tous les plans des installations techniques, d'évacuation et de signalétique seront posés pour les opérations de réception.

L'entrepreneur devra prévoir les ampoules électriques sur douilles

3.7.5 DOSSIERS D'OUVRAGES EXECUTES

Les DOE et DIUO seront remis en 5 exemplaires papier et 5 CD-ROM au plus tard 1 mois après la réception, ces remises conditionnent le paiement du DGD.

Les DOE contiendront toutes les propositions de contrat d'entretien et toutes les garanties des constructeurs (robinetterie, équipement de chauffe, chaufferie...).

Le DOE comportera :

- Un sommaire
- Liste des pièces,
- Être présenté sous la forme indiquée par le CCAP.

Les documents doivent être présentés de la façon suivante : Constitution de dossiers séparés et indépendants, par adresses le cas échéant et par lots.

Documents graphiques : rangés dans des classeurs répertoriés, avec sommaire, pochettes plastifiées et intercalaires. Les calques reproductibles sont roulés dans un tube avec références visibles des documents insérés.

4. PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

Les travaux devront, pour toutes les entreprises, être exécutés conformément aux règles d'ordre public, administratif ou d'intérêt général publiées par décrets et DTU* le Code Civil ou le Code Administratif

Il ne pourra notamment être admis d'omissions qui entraîneraient :

- Une non-conformité aux règlements publics,
- Un mauvais fonctionnement des installations diverses,
- Un défaut d'isolation thermique,
- Un défaut d'étanchéité quel qu'il soit,
- Un défaut d'isolation phonique,

Aucune réception ne pourra être prononcée tant que les impératifs précédents ne seront pas satisfaits.

L'entreprise ne valorisera pas pour elle-même les CEE (certificats d'économie d'énergie) pour les travaux effectués et mettra à disposition l'ensemble des éléments permettant à la commune de les valoriser en son propre nom.

LOT 02 ● MENUISERIES INTÉRIEURES + PLATRERIE

1. GÉNÉRALITÉS

1.1 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé s'être rendu sur site afin de juger des difficultés de toutes natures propres à la réalisation des travaux qu'il doit réaliser ainsi qu'à l'évacuation des gravats.

1.2 CONSTAT DES LIEUX ET DES CONSTRUCTIONS ENVIRONNANTES

L'entreprise titulaire du LOT 02_MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE, a à sa charge, par voie d'huissier, un constat écrit et photographique des ouvrages environnants et des voiries, en particulier au droit des accès chantier. Un exemplaire sera remis au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

1.3 LIMITES DE PRESTATIONS

Sont à la charge du présent lot liste non exhaustive :

- La pose de cloisons, portes, faux-plafond
- Les reprises murales et plafonds
- La pose d'habillages
- Travaux d'isolation thermique/acoustique intérieure
- Pose de réflecteurs

1.4 PRESTATIONS IMPLICITEMENT COMPRISES

Les travaux faisant l'objet du présent marché comprennent, outre les ouvrages énumérés dans le présent descriptif :

- Les installations de chantier propre à ce lot,
- La mise en œuvre des dispositifs de sécurité préalablement à tous travaux pour assurer la sécurité des compagnons, la sécurité du voisinage et la sauvegarde des biens publics (Barrières, clôture, platelage, cloisons provisoires, étalements, signalisation, etc...). Un plan de sécurité sera établi par la présente entreprise, présenté au coordonnateur SPS,
- Respect des règles, concernant la sécurité de l'établissement (accès et reconnaissance du personnel de chantier),
- La réalisation des travaux dans le respect du planning, à partir des plans joints au dossier de consultation, soit plans du projet et plans de l'existant,
- La protection des ouvrages existants à conserver,
- Ces travaux se feront en parfaite coordination avec les autres corps d'états, afin d'assurer les reprises immédiates permettant la fermeture et sécurisation des locaux et la sécurité du personnel,
- Le nettoyage général et régulier de l'intérieur des locaux concernés ainsi que des parties de terrains extérieurs (y compris les accès nécessaires au chantier), enlèvement des cailloux et le transport de tous les gravats à la décharge publique, en prenant en compte le tri et les précautions relatives à la nature de certains matériaux (à préciser selon diagnostic à compléter). Il est à noter que le diagnostic amiante et plomb sera fourni par le Maître d'ouvrage avec le dossier de consultation.
- La présente entreprise aura à sa charge tous les travaux d'étalement et de protection des personnes nécessités par son intervention, leur entretien et leur dépose et notamment, en voirie : balisage, protection et signalisation.

1.5 DIAGNOSTIC ET MODE D'ETABLISSEMENT DU FORFAIT

L'entrepreneur ne pourra demander de supplément de prix pour toutes dispositions à prendre ou nécessaires à la réalisation de ses prestations. Il est entendu que toute augmentation des dites spécifications qui serait reconnue ultérieurement comme nécessaire pour obtenir un achèvement des travaux, ne pourra donner lieu à aucun supplément de prix.

Après délivrance de l'Ordre de Service lui prescrivant l'exécution de travaux, l'entrepreneur devra participer à l'élaboration du planning en indiquant ses délais d'études, de préparation, d'exécution.

De façon générale, il est rappelé que les quantités sont établies par l'entreprise sur la base du DPGF fourni par la Maîtrise d'œuvre. L'offre établie sur cette base devient forfaitaire, et l'entreprise s'engage à réaliser tous les ouvrages relevant de sa compétence et définis par le projet (CCTP et plans), sans pouvoir porter de réclamations consécutives à la mise en œuvre de quantités supérieures et à des sujétions supplémentaires.

1.6 DOCUMENTS DE REFERENCE

Les documents d'ordre général ne sont pas joints matériellement au dossier. Cependant, l'entreprise reconnaît en avoir une parfaite connaissance.

L'ensemble des prestations à réaliser au titre du présent marché devra satisfaire aux exigences et aux prescriptions des différents textes législatifs et réglementaires.

L'entreprise est tenue au respect des règles précisées notamment dans ces codes.

L'ensemble de la réglementation et des normes françaises homologuées concernés par les travaux et en vigueur au moment de la proposition de l'entreprise est applicable. L'entreprise est réputée en connaître le contenu.

1.7 HYGIENE ET SECURITE

L'entrepreneur devra se conformer aux dispositions du plan général de coordination sécurité et protection de la santé (PGCSPS).

1.8 TRAVAUX A PROXIMITE DE RESEAUX

Pour tous les travaux à proximité de réseaux (aériens, enterrés, subaquatiques), l'entrepreneur devra se conformer aux textes réglementaires spécifiés dans les documents suivants :

- Code de l'environnement - articles R 554-19 à 554-38

- Arrêté du 27 décembre 2016 approuvant le Guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux, composé de 3 Fascicules :

Fascicule 1 : Dispositions générales (document succédant, avec le Fascicule 3, à la norme NF S 70-003 partie 1 de juin 2012 dont l'application obligatoire est abrogée)

Fascicule 2 : Guide technique des travaux (document succédant à la version 1 du Guide technique de juin 2012, qui est abrogée)

Fascicule 3 : Formulaire et autres documents pratiques proximité des réseaux et modifiant divers arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux.

- Arrêté du 28 juin 2012 pris en application de l'arrêté du 15 février 2012 d'application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

- Arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution

- Avis du 10 septembre 2012 relatif à l'analyse de la régularité des déclarations préalables aux travaux dans les premières semaines de la mise en application de la réforme anti-endommagement

- Arrêté du 19 février 2013 encadrant la certification des prestataires en géoréférencement et en détection des réseaux, et mettant à jour des fonctionnalités du téléservice "reseaux-et-canalisation.gouv.fr"

- Guide d'application de la réglementation

- Formulaire DT/DICT n° Cerfa formulaire 14434*02

- Formulaire de récépissé de DT/DICT n° Cerfa formulaire 14435*03

- Avis de travaux urgents n° Cerfa formulaire 14523*03

- Formulaire de "Visite de chantier" de travaux à proximité de réseaux

- Notice explicative du formulaire "Visite de chantier"

- Notice DT/DICT

- Notice explicative pour la déclaration de projet de travaux (DT), la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)

- Avis du 29 juin 2012 du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie relatif à l'Analyse de la régularité des déclarations préalables aux travaux dans les premières semaines de la mise en application de la réforme anti-endommagement

- Constat contradictoire de dommage N° Cerfa formulaire : 14766

1.9 PRECAUTIONS PARTICULIERES CONTRE LES NUISANCES

L'entrepreneur devra prendre à ses frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions utiles contre le bruit intensif, la poussière par le choix des engins, la mise en place de protections, le choix des horaires de travail, etc. Les feux sur chantier sont formellement interdits quelle que soit la nature des matériaux.

Limitation des pollutions de proximité

- Des bacs de rétention seront mis en place pour récupérer les eaux de lavage des outils et bennes et véhicules.
- Des installations fixes de récupération des eaux de lavage des bennes et des véhicules seront mises en place.
- Après une nuit de sédimentation, chaque matin, l'eau claire sera rejetée et le dépôt extrait des cuves de décantation jeté dans la benne à gravats inertes.

Prévention de la pollution atmosphérique

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz, de quelque nature que ce soit, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Par ailleurs, tout brûlage à l'air libre est interdit.

1.10 RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT ET PRISES EN COMPTE DES CONTRAINTES LIEES AU SITE

Un chantier respectueux de l'environnement est le prolongement naturel des efforts et qualité environnementale mis en place lors de la phase conception. Tout chantier de déconstruction génère des nuisances sur l'environnement proche, l'enjeu d'un chantier respectueux de l'environnement est de limiter ces nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers, et de l'environnement.

Tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles de la déconstruction, les objectifs d'un chantier respectueux de l'environnement sont de :

- Limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier
- Limiter les risques sur la santé des ouvriers
- Satisfaire à la réglementation concernant le traitement et la gestion des déchets

Circulations des véhicules chantier et amené - repli des engins de chantier

. Les entreprises et chauffeurs chargés des évacuations de déchets et matériaux de démolition seront tenus informés de la démarche qualité environnementale du chantier.

. Les évacuations seront planifiées sur la journée afin d'éviter les heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances au voisinage.

. Les transports d'engins lourds et de grande hauteur seront planifiés à l'avance et l'entreprise devra avoir reçu l'accord écrit des services de la DDTM 59 approprié (demande d'autorisation individuelle de transport exceptionnel d'engins de chantier) et des services de la ville de Lille. Ces transports seront exécutés conformément à la réglementation en vigueur.

. Le nettoyage des voiries et trottoir du domaine public sera assurée par l'entreprise en cas de nécessité.

Contrôle et suivi de la démarche

Le responsable chantier respectueux de l'environnement au sein de l'entreprise retenue sera désigné au démarrage du chantier. Il devra être présent dès la préparation du chantier et assurer une permanence sur le chantier, jusqu'à la réception. Il diffusera les informations auprès des riverains de la zone.

1. Il organisera l'accueil des personnels de l'entreprise et ceux des sous-traitants éventuels et notamment :

L'information et la sensibilisation du personnel. Cette sensibilisation portera sur les nuisances générées par le chantier, identifiées sous la forme :

- D'émissions sonores (engins mécaniques, outils portatifs)
- D'émissions de poussières, et de salissures des voiries
- D'augmentation du trafic routier

2. Le contrôle des connaissances et la bonne compréhension du SOSED par les personnels de chantier.

L'entreprise devra préciser les moyens et dispositions qu'elle prendra pour limiter ces nuisances.

1.11 LIMITATION DES NUISANCES CAUSEES AUX RIVERAINS (BRUIT)

Le niveau acoustique maximum en limite de chantier sera de 85 dB (A).

Le contrôle des niveaux des bruits de chantier pourra être demandé à tout moment par le Maître d'œuvre ou Maître d'Ouvrage, ou CSPS. Ce contrôle sera réalisé par la mise en place de capteurs judicieusement placés autour du bâtiment, vérifiant que le niveau sonore ne dépasse pas le niveau réglementaire.

1.12 LIMITATION DES EMISSIONS DE POUSSIÈRES ET DE BOUES

La propreté des véhicules transportant les déchets et matériaux de démolition devra être contrôlée avant leur départ du chantier. Un dispositif de nettoyage sera prévu sur site à la demande du maître d'œuvre (si nécessaire). Des arrosages réguliers du sol seront pratiqués afin d'éviter la production de poussières. Les pelles mécaniques seront équipées de lance à eau.

1.13 LIMITATION DES RISQUES SUR LA SANTE DU PERSONNEL

- . Un contrôle de conformité des bruits émis par les outils et engins sera effectué en début de chantier.
- . Les niveaux sonores des engins seront inférieurs ou égaux à 80 db(A) à 10 m de l'engin.

1.14 SECURITÉ

L'entrepreneur devra prendre toutes précautions et dispositions de sécurité pour éviter les accidents et ce, avant le commencement des travaux.

Durant le chantier et jusqu'à la réception, l'entrepreneur devra prévoir la protection de ses ouvrages. Il demeure responsable de la sécurité de son personnel ainsi que des préjudices causés au tiers.

1.15 ETAT DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé avoir pleine et entière connaissance des lieux, de la consistance de ses travaux et des difficultés d'exécution éventuelles. Il est censé s'être rendu sur place pour évaluer exactement la nature des différents travaux.

En outre, l'entrepreneur est réputé avoir tenu compte notamment et sans que cette énumération présente un caractère limitatif :

- De la présence de personnel et de public dans le bâtiment durant les travaux
- De l'occupation et de la présence de bâtiments et d'ouvrages publics mitoyens,
- De l'occupation et de la présence des habitations alentours et des contraintes que cela entraîne,
- Des accès au site,
- De la nécessité éventuelle d'emprunter la voie publique pour transport de déblais et pour les approvisionnements,
-

L'entreprise en charge du LOT 02 MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE devra faire réaliser un constat d'huissier, préalablement à la réalisation des travaux et postérieurement à ceux-ci, (constat sur toutes les voies avoisinantes et sur tous les bâtiments adjacents).

Les travaux ne pourront pas démarrer tant que les constats correspondants n'auront pas été remis au maître d'œuvre et au maître d'Ouvrage.

1.16 GESTION DES DECHETS

Organisation du chantier

Un plan d'organisation de chantier définissant les différentes phases de déconstruction et délimitant les zones de tri, stockage de déchets, et précisant les modalités d'organisation de chantier devra être transmis pendant la période de préparation du chantier.

Lors de la préparation du chantier, seront définies et délimitées les différentes zones du chantier:

- Stationnements
- Cantonnements
- Aires de stationnement des engins de chantier
- Aires de tri et stockage des déchets

Gestion et collecte sélective des déchets

La gestion des déchets fera l'objet d'un Schéma d'Organisation et de Suivi de l'évacuation des Déchets de chantier (SOSED) à charge de l'entreprise mandataire.

Les prestations demandées au lot démolition comprendront la collecte, le tri, le conditionnement, la gestion de l'aire aménagée pour le stockage provisoire, le chargement, le transport vers les centres agréés y compris frais et taxes, ainsi que la gestion des documents justificatifs.

Sont considérés comme déchets tous les produits générés par le nettoyage préalable du site, par les démolitions et par les terrassements.

La gestion des déchets comprend :

- Le repérage des produits,
- La dépose et le tri des produits,
- Le stockage des déchets sur une aire aménagée à cet effet (y compris les éventuels stockages provisoires),
- Le conditionnement des déchets (lorsqu'il est imposé par la réglementation ou rendu nécessaire par la nature même des produits),
- L'évacuation des déchets,
- L'élimination des déchets en centre de traitement,

- La fourniture des documents justificatifs conformément à la réglementation ou au modèle joint au marché démolition.
- L'entreprise devra transmettre au Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, une copie des Certificats d'Acceptation Préalable délivrés par les centres de traitements.

Tri des déchets

Les déchets devront être triés et être regroupés par catégories :

- Les Déchets Inertes (bétons armés, béton ordinaires, parpaing, maçonneries brique, tuiles, verres, carrelage, déchets en mélange ne contenant que des matériaux inertes, etc...).
- Les Déchets Non Dangereux : Matériaux de construction à base de gypse et de plâtre, carreaux de plâtre, matières plastiques, PVC, caoutchouc, polystyrène, textiles, moquettes, colles et mastic à l'eau (sans solvants), verre armé, faux plafond, laine de verre, laine de roche, etc...
- Les matériaux métalliques (poteaux et poutres de structures, radiateurs, tuyauteries de chauffage, etc...),
- Les déchets bitumineux (étanchéité sans goudrons),
- Les Déchets bois.
- Les Déchets Dangereux :
 - Tubes fluorescents, contacteurs contenant du mercure dans les armoires électriques, fluides frigorigènes et condensateurs sur groupes froids, extincteurs, déchets électriques et électroniques, matériaux de construction à base d'amiante, peinture, vernis, matériaux et produits contenant du goudrons, matériaux avec revêtement plombifère, déchets hydrocarbures, terres ou béton pollués, résine et autres déchets contenant des substances dangereuses, etc...
- Les Déchets verts.

Stockage des déchets

Le stockage des déchets sera organisé sur l'aire réservée à cet usage. Le plan de gestion des déchets réalisé par l'entrepreneur précisera son emplacement, les équipements prévus, les protections mises en place pour assurer la sécurité des travailleurs et la protection de l'environnement.

L'organisation des travaux pourra engendrer une évolution de la gestion des déchets au cours du chantier, le plan de gestion des déchets sera alors mis à jour.

L'aire réservée au stockage comprendra les équipements suivant (à détailler dans le plan de gestion des déchets), liste non exhaustive :

- Bennes destinées aux matériaux bois,
- Bennes destinées aux Déchets Non Dangereux.

Les Déchets Dangereux seront stockés et conditionnés conformément à la réglementation. Les feux sur chantier seront interdits.

Évacuation des déchets

L'évacuation des déchets devra s'effectuer vers les installations retenues (recyclage ou valorisation, centre d'enfouisse

Élimination des déchets

Le plan de gestion des déchets devra préciser également les filières retenues pour le traitement des déchets. Chaque filière devra être précisément identifiée (nom et adresse de l'installation).

Le maître d'œuvre pourra effectuer des contrôles sur la destination des déchets.

Suivi des déchets

L'entrepreneur devra remettre au maître d'œuvre et maître d'ouvrage les Fiches d'Identification Déchets et la copie des Certificats d'Acceptation Préalable.

Des bordereaux de suivi de déchets (BSD et BSDA) seront fournis pour l'ensemble des déchets (hors déchets inertes utilisés sur le site), modèles types prévus par la réglementation.

Un tableau récapitulatif par type de déchets sera établi avec mise à jour présentée au maître d'œuvre à chaque réunion hebdomadaire. Il sera obligatoirement joint aux situations mensuelles.

Déchets Dangereux

Les Déchets Dangereux liés ou non aux constructions, seront collectés, triés et conditionnés par nature.

La prestation demandée au lot démolition comprendra :

- Fourniture des emballages
- La dépose des appareils, le conditionnement
- Le transport
- Le traitement et la valorisation

2. DESCRIPTION DES TRAVAUX

2.1 INSTALLATION DE CHANTIER

2.1.1 PREPARATIFS ADMINISTRATIFS

L'entreprise doit l'ensemble des préparatifs administratifs du chantier à réaliser pendant la période de préparation (plan d'installation de chantier, du calendrier d'exécution détaillé des travaux, la rédaction du PAQ, du PPSPS, du SODED, procédures d'acceptations des déchets, réunions de préparation, demandes d'agrément des sous-traitant, réalisation des DICT, ...liste non exhaustive).

Plans d'exécutions par un bureau d'Étude désigné par l'entreprise.

2.1.2 INSTALLATION DE CHANTIER

L'installation de chantier est à la charge du LOT 02 MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE. Elle est décrite au chapitre 2.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER des prestations communes du présent CCTP.

2.1.3 CONSTAT D'HUISSIER

Un état des ouvrages, abords voisins et propriétés voisines du chantier sera établi par CONSTAT D'HUISSIER, demandé et pris en charge par l'entreprise à la charge du LOT 02 MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE. A réaliser AVANT et APRES travaux.

L'ensemble des locaux mitoyens jouxtant l'emprise des démolitions devra être constaté par huissiers.

2.2 TRAVAUX DE MENUISERIE INTERIEURE

2.2.1. CLOISONNEMENT MODULAIRE

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- **2.2_r+1_entre 1.24 et 1.25**
- **2.2_r+2_2.15**
- **2.2_r+2_2.42+2.42bis**
- **2.2_r+2_2.43+2.43bis**
- **2.2_r+2_2.71**

Le présent lot doit :

- La fourniture et pose de cloisons modulaires avec tenue des remplissages sous couvre-joints de type H7 de chez Hoyez. Le calepinage des panneaux se fera sur la base des plans architectes et après approbation MOE + MOA :
 - Ossature aluminium, 75 mm
 - Remplissage 2 panneaux de plâtre (13mm) + isolant acoustique
 - Finition stratifiée
 - Performance acoustique : 52 dB
 - Couvre-joints 30mm
 - Bloc-portes comprenant des huisseries équipées d'un joint isophonique en périphérie.

La prestation comprend :

- La pose de tout élément nécessaire à la stabilité de la paroi.
- La protection des ouvrages avoisinants (sols / murs / plafond).
- La restitution d'une barrière phonique en plénum si existante ou nécessaire.

2.2.2. CLOISONNEMENT MODULAIRE CF 1H

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- **2.2_r+2_2.08**
- **2.2_r+2_2.09**
- **2.2_r+2_2.09bis**
- **2.2_r+2_2.30**
- **2.2_r+2_2.31**

Le présent lot doit :

- La fourniture et pose de cloisons modulaires avec tenue des remplissages sous couvre-joints de type H7 de chez Hoyez. Le calepinage des panneaux se fera sur la base des plans architectes et après approbation MOE + MOA :
 - Ossature aluminium, 75 mm
 - Remplissage 2 panneaux de plâtre (13mm) + isolant acoustique : **l'ensemble doit être coupe-feu 1h**
 - Finition stratifiée
 - Performance acoustique : 52 dB
 - Couvre-joints 30mm
 - Bloc-portes comprenant des huisseries équipées d'un joint isophonique en périphérie + porte vitré **coupe-feu 1/2h** avec ferme-porte

La prestation comprend :

- La pose de tout élément nécessaire à la stabilité de la paroi.
- La protection des ouvrages avoisinants (sols / murs / plafond).
- La restitution d'une barrière phonique en plénum si existante ou nécessaire.

2.3. CLOISONNEMENT BOIS AVEC RANGEMENTS

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- **2.2_r+1_1.03**
- **2.2_r+1_1.03_détail cloison**

Le présent lot doit :

- La pose d'une cloison bois toute hauteur entre la salle d'audience et la circulation. Les entreprises devront obligatoirement présenter des échantillons et ainsi faire valider la teinte et l'ensemble des finitions avant leur mise en œuvre.

La cloison doit respecter à minima les exigences suivantes :

 - Amortissement acoustique 60 dB
 - Isolation acoustique minimum 45mm type laine de Roche
 - Remplissage par panneaux pleins type Oberflex essences fines Orme d'Amérique brossé
 - D'une sablière basse en bois massif ou lamellé-collé fixée mécaniquement avec interposition d'un feutre bitumineux entre la sablière et le support
 - Traverses hautes, basses et intermédiaires droites en bois massifs ou lamellé collé : Ces éléments seront habillés d'un placage bois type Oberflex Orme d'Amérique brossé pour les parties visibles.
 - Montants verticaux d'extrémités et intermédiaires en bois massifs ou lamellé collé : 70 x 10.
 - Ces éléments seront habillés d'un placage bois type Oberflex Orme d'Amérique brossé pour les parties visibles.
 - Fixations sur dallage béton du plancher bas, toutes ferrures en acier galvanisé
 - De joints traités pour une parfaite étanchéité à l'air

La prestation comprend :

- La pose de tout élément nécessaire à la bonne réalisation de l'ouvrage et sa stabilité.
- Tout élément de finition et d'étanchéité à l'air avec les ouvrages avoisinants.

2.2.4. HABILLAGE MURAL

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- **2.2_r+1_1.02**
- **2.2_r+1_1.03 (murs + poteaux)**
- **2.2_r+2_2.53 (poteaux)**

Le présent lot doit :

- La pose d'un habillage bois sur 2.65 m en périphérie de la salle d'audience :
- Pose sur échelle
- Panneaux acoustiques de type Obersound Micro-perforation 05W095 finition Orme d'Amérique brossé
- Réaction au feu M2
- Support MDF 16mm
- Motif Micro-perforation
- Finition Orme d'Amérique brossé
- Contreface d'équilibrage au dos du support MDF
- Voile noir collé sur la contreface
- Mise en Œuvre qui devra s'effectuer conformément aux prescriptions du fabricant dans le respect de la norme NF XP B 54-202 : « panneaux décoratifs ». Elle prévoira la mise en place de panneaux de fibres minérales absorbantes M0 à l'arrière des panneaux.

La prestation comprend :

- Toute sujétion nécessaire à la bonne finition des panneaux
- Une pièce de fermeture en partie haute de l'habillage afin d'empêcher la chute de poussières ou débris dans le plenum.
- Y compris la pose d'un isolant en laine de verre permettant d'assurer l'acoustique (conformément à la fiche technique du fabricant)

2.2.6 BLOCS PORTES

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- **2.2_r+2_2.30**
- **2.2_r+2_2.42 (y compris ouverture dans cloison existante)**

Le présent lot doit :

- Fourniture et pose de Bloc-porte de communication intérieure constitué d'une porte Bois à chants droits avec âme pleine en aggloméré, avec paumelle du bas déportée et axe béquille rehaussé et d'une huisserie bois.
- Porte battante, rive droite, 1 ou 2 vantaux suivant plan, simple action Dimensions selon plan - ouvrant de 93cm en courant.
- Parement lisse STRATIFIE uni 2 faces
- Huisserie bois teinte claire pour finition lasure assortie au bouleau

La prestation comprend :

- Toutes les sujétions d'habillage et finitions pour pose après coup dans cloisonnement existant.
- Toutes sujétions d'équipement et quincaillerie pour conformité d'usage et respect réglementation PMR.
- Béquille double sur rosace

2.2.7 PORTES TECHNIQUES

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- **2.2_r+2_2.16**
- **2.2_r+2_2.55**

Le présent lot doit :

- Fourniture et pose de portes types gaines palières en remplacement des portes actuelles.
- Panneau plein stratifié uni 1 face
- Partie fixe sous estrade et partie ouvrante au-dessus de l'estrade
- Paumelles invisibles

La prestation comprend :

- La pose à l'intérieur du bâti existant si possible
- Toute sujétion pour assurer la finition parfaite.

2.2.8 DEPLACEMENT PORTE ASSERVIE

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- **2.2_r+2_2.55**

Le présent lot doit :

- La dépose et la repose de la porte asservie entre la partie accessible au public et le couloir des bureaux.

La prestation comprend :

- Les reprises nécessaires sur les murs et sols à l'ancien emplacement de la porte
- Le raccordement électrique et SSI est à la charge du lot Électricité

2.2.9 REFLECTEURS

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- **2.2_r+1_1.33 (x2)**
- **2.2_r+1_1.34 (x2)**
- **2.2_r+1_1.35 (x2)**
- **2.2_r+1_1.36 (x2)**
- **2.2_r+1_1.38 (x2)**

Le présent lot doit :

- Chaque fenêtre donnant sur l'extérieur sera équipée d'un réflecteur de type « ESPACIEL » ou équivalent. Il s'agit d'un miroir orientable monté sur un tube métallique et qui capte la lumière de l'extérieur pour la renvoyer à l'intérieur du bureau. Il sera installé dans l'embrasement de la fenêtre côté intérieur.

2.3 TRAVAUX DE PLATRERIE

2.3.1. DEPOSE PORTES ET COMPLEMENT ACOUSTIQUE

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- **2.2_r+1_entre 1.33 et 1.34**
- **2.2_r+1_entre 1.34 et 1.35**
- **2.2_r+2_2.10**
- **2.2_r+2_2.14**
- **2.2_r+2_2.30**
- **2.2_r+2_2.42+2.42 bis**
- **2.2_r+2_2.43+2.43bis**
- **2.2_r+2_2.47**

Le présent lot doit :

- La dépose des portes
- Le remplissage de l'ouverture par une cloison 72/48.

La prestation comprend :

- La restitution d'un support prêt à peindre par le lot peinture.
- Toute sujétion de raccord avec l'existant afin d'assurer une parfaite finition et la performance acoustique.

2.3.3. DOUBLAGE THERMIQUE

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- **2.2_r+2_2.62**

Le présent lot doit :

- Fourniture et pose d'un doublage en plaque de plâtre sur ossature métallique composé d'une ossature métallique composée de rails et montants, d'un isolant laine minérale ou de bois de 145mm et d'une plaque de plâtre de 13mm, type PREGYSTYRENE de chez LAFARGE ou équivalent
- Pose réalisée conformément au DTU 25.41 et aux recommandations du fabricant
- Épaisseur suivant plan architecte

La prestation comprend :

- Dispositif de gestion des pieds de cloisons pour pièces humides
- Intégration du parement hydro pour les pièces humides
- Intégration du parement HD
- Toutes sujétions de bandes et enduits aux jonctions de plaques et angles rentrants
- Toutes sujétions de bandes armées et enduits aux angles sortants
- Calfeutrement des joints avec les différents ouvrages
- Toutes les sujétions de fixation ;
- Toutes les sujétions de pré-incorporation électrique (passage du cable et sortie en face des attentes à l'altimétrie approximative)
- Toutes les sujétions d'habillage et isolation en dessus de coffre de volets et lorsque les vides sont réduits
- Tous profils d'habillage pour parfaite finition ;

2.3.4. DOUBLAGE ACOUSTIQUE

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- **2.2_r+2_2.31**

Le présent lot doit :

- Fourniture et pose d'un doublage en plaque de plâtre sur ossature métallique composé d'une ossature métallique composée de rails et montants, d'un isolant laine minérale ou de bois de 100 mm et de 2 plaques de plâtre de 13mm Acoustique, type PREGYSTYRENE de chez LAFARGE ou équivalent
- Pose réalisée conformément au DTU 25.41 et aux recommandations du fabricant
- Épaisseur suivant plan architecte

La prestation comprend :

- Dispositif de gestion des pieds de cloisons pour pièces humides
- Intégration du parement hydro pour les pièces humides
- Intégration du parement HD
- Toutes sujétions de bandes et enduits aux jonctions de plaques et angles rentrants
- Toutes sujétions de bandes armées et enduits aux angles sortants
- Calfeutrement des joints avec les différents ouvrages
- Toutes les sujétions de fixation ;
- Toutes les sujétions de pré-incorporation électrique (passage du cable et sortie en face des attentes à l'altimétrie approximative)
- Toutes les sujétions d'habillage et isolation en dessus de coffre de volets et lorsque les vides sont réduits
- Tous profils d'habillage pour parfaite finition ;

2.4 TRAVAUX DE FAUX-PLAFOND

2.4.1. FAUX-PLAFOND ACOUSTIQUE

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- 2.2_r+1_1.02_plafonds
- 2.2_r+2_2.16_plafonds
- 2.2_r+2_2.17_plafonds
- 2.2_r+2_2.30_plafonds
- 2.2_r+2_2.41_plafonds
- 2.2_r+2_2.44_plafonds
- 2.2_r+2_2.53_plafonds
- 2.2_r+2_2.66_plafonds

Le présent lot doit :

- Pose d'un faux-plafond type EKLA DB de chez ROCKFON
- Panneaux 1200*600mm
- Bords E15
- Classement au feu M1

La prestation comprend :

- Toutes sujétions liées à la présence de l'isolant ;
- Ossatures primaire et secondaire depuis charpente métallique avec pannes entraxe maxi 1.7m
- Calepinage avec incorporations de luminaires ou trémies et jonction avec murs
- Toutes les sujétions de fixation et suspentes
- Toutes retombée/remontée/joues de plafonds pour changement de hauteur ou contournement d'ouvrage
- Toutes sujétions de bandes et enduits aux jonctions de plaques et angles rentrants
- Toutes sujétions de bandes armées et enduits aux angles sortants ;
- Tous profils d'habillages pour une parfait finition ;
- Calfeutrement des joints avec les différents ouvrages
- Toutes les sujétions de pré-incorporation électrique (passage du câble et sortie en Face des attentes à l'altimétrie approximative)
- Tous renforts bois nécessités par les lots devant suspendre des éléments lourds

2.4.2. FAUX-PLAFOND CF 1H

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- 2.2_r+2_2.08_plafonds
- 2.2_r+2_2.09_plafonds
- 2.2_r+2_2.09bis_plafonds
- 2.2_r+2_2.31_plafonds
-

Le présent lot doit :

- Fourniture et pose de faux plafonds coupe-feu 1h composés de 2 plaques de plâtre BA13 Vissées sur ossature métallique non démontable. Intégration de laine de verre pour respect Du PV REI60.

La prestation comprend :

- Toutes sujétions liées à la présence de l'isolant ;
- Ossatures primaire et secondaire depuis charpente métallique avec pannes entraxe 1.7m
- Toutes retombée/remontée/joues de plafonds pour changement de hauteur ou contournement d'ouvrage
- Toutes sujétions de bandes et enduits aux jonctions de plaques et angles rentrants
- Toutes sujétions de bandes armées et enduits aux angles sortants
- Calfeutrement des joints avec les différents ouvrages
- Toutes les sujétions de pré-incorporation électrique
- Tous renforts bois nécessités par les lots devant suspendre des éléments lourds

2.4.3. REPRISE FAUX-PLAFOND

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- 2.2_r+2_2.13_plafonds
- 2.2_r+2_2.31_plafonds
- 2.2_r+2_2.42+2.42bis_plafonds
- 2.2_r+2_2.43+2.43bis_plafonds
- 2.2_r+2_2.47_plafonds
- 2.2_r+2_2.55_plafonds

Le présent lot doit :

- Remplacement des dalles abîmées à l'identique.
- La reprise éventuelle de l'ossature si besoin.

2.4.4. FAUX-PLAFOND BOIS PERFORE

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- 2.2_r+1_1.02 (sur soffite décrit à l'article 2.4.5)
- 2.2_r+1_1.03

Le présent lot doit :

- Fourniture et pose de faux plafonds acoustiques dalles Bois microperforé à bords droits 1200x600 –
- Type Panneaux acoustiques de type Obersound Micro-perforation 05W095 finition Orme d'Amérique brossé
- Bords type E
- Réaction au feu M1
- Support MDF 16mm
- Motif Micro-perforation
- Finition Orme d'Amérique brossé
- Contreface d'équilibrage au dos du support MDF
- Voile noir collé sur la contreface

La prestation comprend :

- Toutes sujétions liées à la présence de l'isolant pour respect du pv acoustique
- Ossatures primaire et secondaire avec pannes entraxe maxi 1.70m
- Isolant laine de verre ou bois posé sur plafonds
- Calepinage au droit des incorporations de luminaires ou trémies ;
- Toutes les sujétions de fixation et suspentes ;
- Toutes retombée/remontée/joues de plafonds pour changement de hauteur ou contournement d'ouvrage
- Tous profils d'habillages pour une parfaite finition contre autres ouvrages ;
- Calfeutrement des joints avec les différents ouvrages ;
- Toutes les sujétions d'incorporation électrique (passage du câble et sortie en face des attentes à l'altimétrie approximative) ;
- Tous renforts bois nécessités par les lots devant suspendre des éléments lourds

2.4.5. SOFFITE

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- 2.2_r+1_1.02

Le présent lot doit la réalisation d'un soffite en BA13 permettant d'accueillir la CTA suspendue en plafond.

Le caisson en soffite sera constitué :

- D'une ossature en acier galvanisé d'épaisseur nominal 6/10e, pour former une sous-face et une face latérale
- D'un isolant acoustique permettant de limiter les nuisances liées au fonctionnement de la CTA.
- D'un parement par plaque de plâtre standard type 2 BA 13, y compris traitement des joints.

La prestation comprend :

- Réalisation d'une trappe d'accès
- Toutes sujétions liées à la présence de l'isolant pour respect du pv acoustique
- Calepinage au droit des incorporations de luminaires ou trémies ;
- Toutes les sujétions de fixation et suspentes ;
- Toutes retombée/remontée/joues de plafonds pour changement de hauteur ou contournement d'ouvrage
- Tous profils d'habillages pour une parfaite finition contre autres ouvrages ;
- Calfeutrement des joints avec les différents ouvrages ;
- Toutes les sujétions d'incorporation électrique (passage du câble et sortie en face des attentes à l'altimétrie approximative) ; Tous renforts bois nécessités par les lots devant suspendre des éléments lourds

2.5 TRAVAUX DE FAUX-PLAFOND

2.5.1 STORES INTÉRIEURS R+2

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- **2.2_r+2_ façade sud (rue de l'entrepôt) /ouest (rue des archives)**

Le présent lot doit la fourniture et la pose de stores enrouleurs de type Soltis Touch Color de chez Ferrari sur l'ensemble de la surface des vitrages concernés et ayant les caractéristiques suivantes :

- Coefficient d'ouverture 1%
- Poids EN ISO 2286-2 : 460 g/m² • 13.6 oz/sq. yd
- Épaisseur : 0,68 mm • 680 microns
- Résistance rupture (chaîne/trame) EN ISO 1421 : 150/100 daN/5 cm, 337/225 lbs/2 in
- Résistance déchirure (chaîne/trame) DIN 53.363 : 15/15 daN, 34/34 lbs
- Absorption acoustique : $\alpha_w=0,45$ (LA=100 mm)
- **Classement : M1**
- Euroclasse EN 13501-1 : B-s2,d0

2.5.2 RIDEAUX

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- **2.2_r+1_1.03**

Le présent lot doit la fourniture et la pose de rideaux ayant les caractéristiques suivantes :

- Hauteur : 5m
- Rail aluminium anodisé teinte naturelle

Le tissu sera de type Rani, rideau à structure lin, dim-out de chez Vescom, respectant les dispositions suivantes :

- **Classement au feu M1**
- Teinte 8067.14
- Composition 100% polyester ignifuge
- Absorption acoustique : ISO 354 alpha w = 0,70

2.6 PSE

2.6.1 PSE STORES INTÉRIEURS R+1

Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :

Les localisations données ci-après sont indicatives, l'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques du DCE.

- **2.2_r+1_façade sud (rue de l'entrepôt) /ouest (rue des archives)**

Le présent lot doit la fourniture et la pose de stores enrouleurs de type Soltis Touch Color de chez Ferrari sur l'ensemble de la surface des vitrages concernés et ayant les caractéristiques suivantes :

- Coefficient d'ouverture 1%
- Poids EN ISO 2286-2 : 460 g/m² • 13.6 oz/sq. yd
- Épaisseur : 0,68 mm • 680 microns
- Résistance rupture (chaîne/trame) EN ISO 1421 : 150/100 daN/5 cm, 337/225 lbs/2 in
- Résistance déchirure (chaîne/trame) DIN 53.363 : 15/15 daN, 34/34 lbs
- Absorption acoustique : $\alpha_w=0,45$ (LA=100 mm)
- **Classement : M1**
- Euroclasse EN 13501-1 : B-s2,d0